

M. Gehlen

La version de Cuthbert concernant l'envoi de
du voyage à M. Rodet est inexacte.
Il faudrait ramener les choses au point.



AMBASSADE DE SUISSE
EN GRÈCE

ATHÈNES, le 12 mai 1967.
Téléphones 610 748, 610 753
Rue Scoufa 49

h

Réf.: 380.0 - C/rg

L.P. N° 6

CONFIDENTIELLE

Monsieur P. M i c h e l i
Secrétaire général du
Département politique fédéral
B e r n e *Kopie pris au D.T. /*

Défense du régime par
son "éminence grise"

cn									
Datum									22.5
Visa									16
EPD 22. Mai 1967									
Ref. <i>1. A. 21. 31. Athen</i>									

Monsieur le Secrétaire général, *1. B 85. 1, 2. B 31. 22. Thon*

A l'occasion de la compétition entre FC Servette et FC Panathinaïkos d'Athènes hier soir, j'ai été assis à la droite du ministre de l'intérieur, le colonel brigadier Pattakos, dont vous n'ignorez pas qu'il est l'auteur principal du putsch du 21 avril. M. Pattakos continue d'être l'homme fort de ce gouvernement autoritaire et inconstitutionnel, qui est fortement attaqué par la presse socialiste de l'Occident, critiqué avec modération par la NZZ ("destruction des anciens mythes politiques" du centre et de gauche), accepté avec soulagement par l'immense majorité des villes et des campagnes grecques.

Ce match gréco-suisse m'a donné l'occasion, dans la tribune d'honneur, de m'entretenir cordialement avec M. Pattakos des controverses que suscite dans le monde le gouvernement Kollias.

"Quelle est la réaction de la presse suisse?", fut sa première question.

5 c.



- 2 -

J'ai répondu que notre presse est libre et que, par la force des choses, certains de nos journaux se faisaient l'écho d'affirmations suivant lesquelles la Grèce est dominée par un gouvernement fasciste.

"Nous ne sommes pas fascistes", m'a-t-il rétorqué. "Si nous l'étions, j'aurais traité beaucoup plus sévèrement les éléments que je sais être hostiles à notre régime. Son seul objectif est de faire régner l'ordre après le chaos politique dont la Grèce était victime depuis le début de 1967."

"Vous n'ignorez pas, lui ai-je dit, qu'à la suite de jugements alarmants sur votre régime portés à Genève par un intellectuel grec (je visais M. Siotis, professeur à l'Institut international des hautes études de Genève), le maire de cette ville, M. Rochat, a refusé au dernier moment de se rendre à l'invitation que lui avait adressée le maire d'Athènes et que l'équipe Servette a failli en faire autant. Si elle est tout de même ici ce soir, c'est que son président avait pris soin de se renseigner auprès du Département politique. Celui-ci lui a dit au téléphone que la situation était calme à Athènes."

"Je vous remercie vivement d'avoir informé objectivement votre gouvernement", m'a répondu le ministre de l'intérieur.

Je lui ai demandé ensuite son avis sur un point souvent agité dans la presse européenne: le sort des détenus confinés dans l'île de Yaros (on parle de 6500 dont 1500 auraient été remis en liberté).

"J'ai moi-même visité hier ce camp de prisonniers", m'a-t-il répondu. "Mon gouvernement a approuvé ma proposition de rendre immédiatement la liberté aux détenus dont l'âge dépasse

- 3 -

70 ans, aux femmes enceintes et aux prisonniers politiques gravement malades."

"Allez-vous donc libérer M. Iliou?", ai-je demandé alors. Ma question était motivée par une lettre alarmée que j'ai reçue du docteur Ciompi, gendre de nationalité suisse de ce fameux leader communiste grec, lettre me disant que M. Iliou, gravement diabétique, était menacé d'entrer dans le coma s'il était privé des doses régulières d'insuline qui lui sont indispensables. Il y a quelques jours, les autorités de police avaient assuré à la femme de ce détenu communiste (membre du comité directeur du parti d'extrême gauche EDA) ^{qu'il} recevait les médicaments requis. Mme Iliou, très inquiète, était plusieurs fois intervenue en faveur de son mari auprès des ambassadeurs de Suède, du Mexique, de Yougoslavie et de moi-même en faveur de son mari.

M. Pattakos m'a répondu: "Je ne pense pas que M. Iliou sera sans autre mis en liberté, mais je vous autorise à dire à ceux que cela intéresse qu'il sera transporté dans un hôpital d'Athènes, étant donné sa maladie."

Mon interlocuteur m'a fait remarquer qu'il n'avait séjourné que quelques heures en Suisse, mais que ce pays avait toute son admiration au point que l'ambition de son gouvernement était d'imiter l'exemple d'ordre et de justice sociale que nous donnons au monde.

"Je veux bien rendre la liberté à Georges Papandréou père, le chef très âgé de l'Union du centre (centre gauche: nouvelle que les journaux ont confirmé ce matin), m'a déclaré M. Pattakos, mais je ne puis agir de même envers son fils, l'ex-marxiste Andréas Papandréou. Ce leader dangereux, aux idées communisantes, d'ailleurs plutôt vagues, sera transféré de l'hôtel Pikermi

- 4 -

(résidence forcée de nombreux anciens chefs politiques) dans une prison politique.

"Je n'ai d'ailleurs peur de personne en ce qui me concerne, m'a finalement confié M. Pattakos, pas plus que des nombreux Grecs à l'étranger qui me menacent quotidiennement de m'assassiner. Qu'importe si je meure, pourvu que vive une Grèce plus disciplinée, mieux armée contre l'anarchie."

Je termine en vous signalant que ce matin, le délégué genevois du Comité international de la Croix-Rouge, M. G. Colladon, est parti en hélicoptère pour l'île de Yaros pour y visiter le camp de déportés politiques. Ce compatriote, qui restera à Yaros jusqu'à dimanche, a le seul défaut - si l'on peut dire - d'être âgé de 78 ans, ce qui risque d'amortir la hardiesse dont il devrait faire preuve pour inspecter rigoureusement ce camp que les autorités grecques qualifient d'exemplaire et mes collègues communistes de désastreux. Vu l'âge de ce délégué, j'ai prié M. Pattakos de mettre un hélicoptère à la disposition de M. Colladon, ce qu'il m'a aussitôt accordé. Il a saisi cette occasion pour me dire que "mardi prochain, 16 mai, des journalistes et des photographes seront invités à Yaros et prouveront alors au monde que les récits macabres qu'en fait la presse internationale de gauche sont des mensonges". *

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

A. Cutilar

* Il est vrai que deux journalistes yougoslaves m'ont dit ce matin (13.5.67) que cette invitation de se rendre à Yaros est illusoire, M. Pattakos exigeant que les journalistes et photographes se procurent à cet effet un hélicoptère et que le trajet par bateau leur est interdit!

t.s.v.p.

P.S. du 13 mai 1967

Les journaux annoncent aujourd'hui que la moitié des députés de l'île de Yaros sont remis en liberté. M. Pattakos m'avait confié son intention de libérer le 90% de ces prisonniers politiques.

Encore une nouvelle susceptible de vous intéresser. L'armateur grec Latsis (qui collabore avec Rhône Hôtels S.A.) a adressé une lettre à la "Tribune de Genève" par laquelle il conteste le bien-fondé de l'affirmation du professeur grec Siotis (surnommé) au cours d'une interview, suivant laquelle la Grèce serait gouvernée par un régime fasciste, d'ailleurs mêlé à l'assassinat du communiste Lambrakis.

Les sphères gouvernementales s'étonnent de ce que cette lettre de M. Latsis n'ait pas été publiée. Je précise que M. Siotis passe ici pour un communiste notoire et qu'il est le gendre de l'ancien député de l'EDA, le professeur Kitsis. Ledit Siotis, pour échapper aux poursuites dont il est l'objet ici, aurait quitté la Grèce pour s'installer en Suisse.

A. Cudat